

informations

la
cgt
Comité Régional
Occitanie

Comité Régional CGT Occitanie

N° 270 décembre 2023



dossier



**Journée d'action
européenne**

Editorial 2

A la une 3

- Cheminots :
journée d'action européenne de la
Confédération Européenne de Syndicats

Dossier 7

Journée d'action
européenne,
mardi 12 décembre 2023
au Perthus (66)



Actualité Régional 11

- Fin de la mandature 2018-2023
du CESER d'Occitanie.

CESER 13

- Fin de la mandature 2018-2023
du CESER d'Occitanie.

A vos agendas 15

- Formation IRT

Au moment où nous mettons en page ce journal, la France vient de changer de premier ministre. Pour la CGT nous ne sommes pas dupes des jeux de casting et des stratégies de communication du pouvoir. Une chose est certaine il n'y a pas de changement de cap politique prévu et pour la CGT le cap reste celui de la mobilisation du monde du travail.

Notre pays s'est enfoncé en 2023 dans la crise démocratique avec un gouvernement qui a passé en force ses textes à coup de 49.3, a imposé une réforme des retraites aussi injuste qu'impopulaire, et offert une victoire idéologique à l'extrême droite avec la loi « asile immigration ». Note démocratie est en danger mais aussi l'ensemble de nos conquêtes sociales !

En 2024, les urgences sociales et environnementales restent entières et appellent à des mobilisations fortes, unitaires, majoritaires.

Dans ce contexte l'appel à la CGT à mener campagne sur le 1er semestre pour faire échec au vote d'extrême droite pour les européennes est juste espérons que l'ensemble du mouvement syndical fasse bloc avec nous pour parler au monde du travail !



Agir et mobiliser pour la paix reste aussi une nécessité impérieuse, vitale quant 40 conflits armés saignent les peuples du monde !

Enfin soyons toutes et tous au rendez-vous du 8 mars pour l'égalité entre les femmes et les hommes et l'augmentation des salaires en manifestant et en construisant partout des grèves massives féministes et progressistes.

L'ensemble du bureau régional se joint à moi pour vous souhaiter à vous et à vos familles tous nos vœux de bonheur ! Pour la CGT en 2024 nous resterons mobilisé-e-s, déterminé-e-s, pour la justice et le progrès social !

Serge RAGAZZACCI



Comité Régional CGT Occitanie

• 7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE
Tél. 05 61 23 35 52

• 474, allée Henri II de Montmorency
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 67 15 91 74

e-mail : cr@cgtoccitanie.fr
site : <http://crgtoccitanie.reference-syndicale.fr/>

N° 270 • Décembre 2023

Prix : 1€

N° d'inscription à la CP 0221S05720

ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Conception et réalisation :
Comité Régional CGT Occitanie - 31300 TOULOUSE

Imprimé par le Comité Régional CGT Occitanie
31300 TOULOUSE



Cheminots : journée d'action européenne de la Confédération Européenne de Syndicats

*LE 12 décembre 2023 - LE BOULOU :
ensemble pour sauver et développer du Fret Ferrovière PublicF*

Intervention de Mikael MEUSNIER, syndicat CGT Cheminot de Perpignan

Mesdames, Messieurs,
cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Merci de votre présence dans ce rassemblement qui s'inscrit dans la journée d'action européenne de la Confédération Européenne de Syndicats (CES).

Venant des différents départements d'Occitanie ainsi que de Paca, vous êtes là pour vous opposer à la liquidation de Fret SNCF et pour amplifier la lutte pour le développement du Fret Ferrovière Public.

À l'heure où les enjeux environnementaux et sociaux prennent une acuité particulière, et que d'aucuns s'affolent du réchauffement climatique et de l'affaiblissement des territoires, les dirigeants, qu'ils soient au Gouvernement ou dans l'entreprise, s'éloignent donc d'une politique cohérente,

coordonnée en matière de transport, pourtant indispensable pour réussir une véritable transition énergétique et un véritable report modal de la route vers le rail.

Depuis 20 ans, toutes les forces libérales s'attellent méthodiquement à détricoter l'appareil productif de transport ferré de marchandises. Les libéraux ont leur solution : le libre marché, la concurrence... libre et non-fauscée, bien sûr, quand il s'agit de casser l'outil public.

Le Fret ferroviaire fait l'objet de promesses depuis 20 ans.

Les plans de relance se sont succédé (2003, 2007, 2009, 2011, 2016, 2021), mais ils étaient tous fondés sur une politique publique libérale de dérégulation, de baisse des coûts, largement inspirée du mode routier.

Mais nous le savions et le dénoncions, du fait des spécificités ferroviaires, cette action publique s'est révélée totalement stérile.



Cheminots : journée d'action européenne de la Confédération Européenne de Syndicats ...suite...

De 2002 à 2018, les volumes transportés par le train sont passés de 50 milliards de tonnes.km (GTK) à seulement 33 GTK.

Pour chaque tonne abandonnée ou perdue par la SNCF, la moitié est allée directement à la route.

Il persiste toujours une distorsion de concurrence avec le mode routier qui fait supporter ses coûts à la collectivité (infrastructures, pollution, etc.) et qui conduit les marchés à choisir le moins-disant social et environnemental.

La part modale du transport ferroviaire sur l'ensemble des marchandises transportées en France est passée de 14,6 % en 2002 à 9 % actuellement, Fret SNCF ayant perdu plus de 10 000 emplois sur la même période !

Cette situation globale du fret ferroviaire, résultat de la faveur donnée à la route, démontre que la stratégie de libéralisation de ce secteur est une impasse à l'heure où l'ouverture à la concurrence dans le voyageur émerge !

Comme si, cela ne suffisait pas, suite à l'ouverture d'une enquête de la Commission européenne pour contrôler si la SNCF a bénéficié d'« aides d'État illicites et non conformes aux règles de la concurrence », le gouvernement français et la Direction SNCF ont anticipé le résultat de cette enquête et ont présenté un plan de discontinuité de Fret SNCF.

Autrement dit, un plan qui conduit à la liquidation pure et simple de Fret SNCF. Cela se traduit aujourd'hui par une perte et un abandon de flux transitant par notre région. Concernant la perte des flux, celle-ci est déjà effective pour 15 d'entre eux sur les 23 annoncés. Les flux perdus, ce sont les Entreprises Ferroviaires Privées qui les récupèrent, gavées avec des subventions publiques et qui laissent leurs trafics non rentables.

C'est bien, ce que la CGT dénonçait avec ces annonces : le report modal inversé !

Par exemple sur les Pyrénées-Orientales, le Perpignan-Neuss vient d'être abandonné par la DB, qui le laisse ainsi à l'appétit des transporteurs routiers. Pas très loin, c'est le trafic de TALC au départ de Luzenac dans l'Ariège.

Concrètement sur le département, nous annonçons des craintes sur 80 suppressions de postes dans le département. Ces craintes étaient malheureusement fondées, aujourd'hui elles sont effectives pour 11 cheminots : 4 postes à Cerbère-Port/Bou, 3 à la plateforme de Perpignan, 4 postes de conducteur au dépôt de Perpignan.

Il y a un peu plus de deux ans, nous célébrions le retour du train des primeurs, le fameux PERPIGNAN-RUNGIS à St-Charles, victoire acquise grâce la mobilisation de toutes et tous. Aujourd'hui nous devons arrêter le bras des casseurs du Service Public.

Sur notre région, nous ne sommes pas seuls à exprimer un autre choix que celui de la casse.

Un appel au soutien à Fret-SNCF a été lancé par le secteur des cheminots de Montpellier. Plus de 100 signataires : élus régionaux, départementaux, locaux, des secrétaires d'UD, de syndicats... ont déjà signé.



Des conseils municipaux ont voté des délibérations afin que Fret-SNCF soit déclaré d'Utilité Public.

Dans le même temps à l'Assemblée Nationale sous l'impulsion des députés de la gauche progressiste, une commission d'enquête spéciale intitulée « Commission d'enquête sur la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences sur l'avenir » a été votée.

Depuis le 13 septembre dernier, les ministres actuels et leurs prédécesseurs, les présidents et dirigeants de la SNCF, de SNCF Réseau, de Fret SNCF actuels et passés, des experts, des chargeurs, les représentants des organisations syndicales représentatives se sont succédé pour témoigner, sous serment, devant la commission.

Hormis les représentants du gouvernement actuel, la quasi-totalité des auditions confirment les dires et écrits de la CGT et témoignent de l'échec de la libéralisation à développer le fret ferroviaire en France.

Cette commission arrive à son terme. À ce titre, un rapport sera soumis au vote de celle-ci à la mi-décembre.

Quelle qu'en soit l'issue, la CGT réaffirme que le plan de discontinuité du FRET SNCF doit être stoppé !

C'est pourquoi demain, la CGT dévoilera au cours d'une conférence de presse : les grands axes de son projet pour la sauvegarde de l'outil public de transport des marchandises par le rail.

L'argent public doit servir à répondre à l'intérêt général, à répondre aux besoins sociaux du plus grand nombre et non à des intérêts particuliers, voire à rémunérer des actionnaires!

L'exemple du projet d'extension de la gare du Boulou, s'il peut permettre quelques trains supplémentaires au départ du Boulou, verra une recrudescence de camions.



Julien BERTHELEMY – SG UD66 et Mikael MEUSNIER



Cheminots : journée d'action européenne de la Confédération Européenne de Syndicats ...suite...

Le choix du gouvernement doit être de réaliser un véritable report modal de la route vers le fer!

Lors des réunions publiques initiées par SNCF Réseau, la CGT a porté son projet de création d'une plateforme sur Rivesaltes plus adaptée et permettant un réel développement du Fret Ferroviaire dans le cadre d'un aménagement du territoire.

D'ailleurs ce rassemblement en gare du Boulou n'est pas un hasard. Des propositions nous en avons également concernant le trafic voyageur sur cette ligne. Car oui, nous le réaffirmons, le trafic fret ne s'oppose pas au trafic voyageur. Ils sont complémentaires.

C'est ainsi que la CGT-66 milite pour la réouverture de Céret/ Le Boulou/ Elne (comme celle de Rivesaltes/ Axat/Quillan). Concernant la ligne Elne Le Boulou Céret, l'association Osons le Rail qui se bat pour sa réouverture organise samedi 16 décembre de 10 heures à 11 h 30 à Céret une initiative publique et revendicative à destination des populations. La CGT vous invite à y participer nombreuses et nombreux.

Donc OUI! Le transport ferroviaire français est reconnu dans le monde entier pour être un moyen de transport rapide, fiable, sûr, confortable et peu cher.

En termes de fréquentation, il se place en tête des parts modales dans le transport de voyageurs européen.

Lorsque les moyens humains, matériels et financiers sont mis à disposition, la SNCF remplit son rôle d'outil public au service des populations.

Par contre, au fur et à mesure des réformes qui changent la SNCF, la situation se dégrade. Cela confirme que les cheminots, avec les usagers, les populations, les élus... ont raison de les combattre.

Nos batailles ne sont pas d'arrière-garde, passésistes, d'un autre temps, elles sont justes et adaptées à notre époque où l'affrontement capital/travail n'a jamais été aussi violent.

Alors oui, répondre aux immenses besoins de transports de notre pays, à l'aménagement de son territoire, tout en répondant à l'aspiration à vivre mieux et à respirer un air moins pollué, et tout en étant efficace économiquement et socialement, toutes ces exigences nécessitent un outil et un pilotage publics, libérés du court-termisme des profits.

Soyons à l'offensive, unis et rassemblés pour la sauvegarde, le développement et la pérennité du transport de marchandises par rail, dans le cadre d'une entreprise publique, unique et intégrée : la SNCF!

Merci de votre attention



Journée d'action européenne, mardi 12 décembre 2023 au Perthus (66)

Dans le cadre d'une journée d'action européenne décidée par la Confédération européenne des syndicats, une manifestation a eu lieu à BRUXELLES.

Le Comité régional CGT Occitanie a proposé de participer à cette initiative en organisant, via le Comité Syndical Interrégional PYREMED, une initiative au Perthus (66) à la frontière franco-espagnole.

Cette initiative a été un succès avec la participation de 800 manifestants (dont 700 CGT. Pour les autres, 0 CFDT, 0 CFTC, 4 FO, 3 UNSA, 2 USOC et une cinquantaine (CCOO/UGT). Cela a remis la CGT à sa place sur la région Occitanie. On

n'est pas la 1^{re} organisation syndicale pour rien. Et là, c'était visible.

10 bus ont été affrétés par la CGT. Merci à tous les camarades et aux camarades des PO pour leur implication et l'organisation logistique de la journée.

**Intervention
Lionel PASTRE
LE PERTHUS
mardi 12 décembre 2023**

Chères et chers camarades,
Hola compañeras y compañeros,

Je veux tout d'abord remercier Julien, SG de l'UD CGT 66 ainsi que tous les camarades des Pyrénées Orientales qui ont œuvré pour vous accueillir dans les meilleures conditions aujourd'hui. Merci à eux !

Journée d'action européenne ...suite...

Merci également à vous toutes et tous pour vous être déplacé aujourd'hui, ici, au Perthus.

Je salue les camarades cheminots qui ont ouvert la journée, il y a quelques heures, au BOULOU, avec une action pour la défense du fret et le maintien des petites lignes. Un salut fraternel également aux camarades de l'éducation qui se battent, entre autres, pour la défense des lycées professionnelles. Toutes ces luttes ne doivent pas rester sectorielles, elles nous concernent toutes et tous !

Nous sommes ici pour répondre à un appel de la confédération européenne des syndicats (CES), dont la CGT est membre à part entière, qui appelait, aujourd'hui, à une manifestation européenne à BRUXELLES, pour s'opposer à toutes les mesures d'austérité imposée par les pays membres de l'Union européenne. Il nous est apparu évident de répondre à cet appel en organisant, avec les organisations du CSIR

(Conseil syndical inter régional) PYREMED, dont la CGT est membre, cette manifestation ici, à la frontière franco-espagnole.

Les ministres des Finances de tous les pays de l'Union européenne, tout comme les membres du Parlement européen, se réunissent de façon régulière et discutent l'augmentation des coupes budgétaires sans se soucier des besoins des peuples qu'ils représentent. Seuls les budgets alloués aux ministères des armées, eux s'envolent, tout au moins pour ce qui est de la France. + 513 milliards sur 7 ans !

Dans la plupart des pays de l'Union européenne, les dirigeants se sont opposés à une hausse des salaires, invoquant un risque de plus d'inflation !

Le pacte de stabilité et de croissance qui avait été suspendu pendant le COVID est à nouveau discuté à BRUXELLES. Cela se traduira par un retour des politiques d'austérité. La pression est constante pour que

l'Europe applique des règles d'austérité de plus en plus strictes, et les gouvernements s'emploient dans un même temps à appliquer des réductions drastiques de leurs dépenses, en particulier dans les services publics, alors que certains budgets sont déjà en baisse depuis des années.

La réponse aux besoins est de moins en moins en phase avec les politiques respectives menées par les gouvernements, créant de plus en plus d'inégalité entre les travailleurs et de plus en plus d'écart entre riches et pauvres.

Chacun doit pouvoir prétendre à des services et des services publics de qualité, que ce soit l'éducation, le logement, les transports, la culture, la santé...

Aujourd'hui, nous sommes toutes et tous confrontés à l'inflation, à une crise du coût de la vie, provoquées par des profits records. Ce ne sont pas aux travailleuses et travailleurs de payer le



prix. Il faut revaloriser l'ensemble des salaires, des pensions, des minimas sociaux afin de pouvoir vivre dignement !

Alors que les conditions de vie se dégradent partout, que le capitalisme provoque et entretient des guerres, que le capital avance à marche forcée et détruit tout sur son passage, nous ne pouvons pas laisser aboutir cette tentative de ramener l'Europe à des règles d'austérité strictes.

La situation internationale est dramatique. La guerre en Ukraine, à nos portes, démarrée le 24 février 2022 quand la Fédération de Russie a envahi son voisin ukrainien, continue. Depuis le début, la CGT condamne l'irresponsabilité des dirigeants qui font toujours le choix des armes plutôt que du dialogue et demande un cessez le feu immédiat et l'arrêt de cette guerre. On le rappelle mais une guerre n'a jamais aidé les plus fragiles, les plus pauvres ! LA PRIORITE RESTE LA PAIX ! Depuis le 7 octobre dernier, et l'attaque du Hamas qui a fait 1 200 morts et 240 otages en Israël, les bombardements font rage sur Gaza. Selon l'ONU, ce sont plus de 14 000 morts et 1.5 millions de personnes déplacées. Nous condamnons sans mesure la violence et les actes de terreur perpétrés par le Hamas. Nous condamnons également la réponse qui est faite à l'encontre du peuple palestinien dans son ensemble. Nous demandons un cessez-le-feu immédiat dans cette région du globe, comme dans toutes les régions où des combats font rage sur la planète !

Nous sommes aussi là aujourd'hui, pour clamer haut et fort la SOLIDARITE INTERNATIONALE entre les peuples et les travailleurs du monde entier.

Jean JAURES disait : « Il n'y a qu'une race dans ce monde, c'est l'humanité ! » Rien n'est plus d'actualité que cela



Journée d'action européenne ...suite...

aujourd'hui. On peut saluer le rejet de la Loi Immigration à l'assemblée hier qui va dans ce sens.

L'austérité, le mal vivre, le manque de perspective, la peur du lendemain, la peur du voisin, la fin du mois qui commence en début de mois, la peur de ne pas manger, de ne pas pouvoir se loger, la pauvreté qui augmente en Occitanie, font le lit aux idées nauséabondes des partis d'extrême droite. Ici mais, hélas, partout en Europe.

Rappelons que ce sont les ennemis des travailleurs, eux qui votent contre l'augmentation du SMIC, pour la réforme de l'assurance chômage, contre la taxe sur les super profits, contre le gel des loyers, contre le rétablissement de l'ISF, etc, etc...

Combattre l'extrême droite, c'est déjà répondre à l'urgence sociale! Et le gouvernement porte une lourde responsabilité dans la montée de l'extrême droite avec toutes ces lois antisociales!

Autre point qui alimente cet état de fait, c'est les attaques contre les syndicalistes qui se multiplient. Pour la CGT, ce ne sont pas moins de 2 membres du Bureau Confédéral, 17 Secrétaires Généraux d'Organisations et 1 000 militants qui sont sous le coup de procédures judiciaires et/ou licenciements, qui viennent s'ajouter aux arrêtés anti-rassemblements, surveillance accrue, utilisation de drones, réquisition des travailleurs grévistes, etc... Je tiens à amener tout notre soutien à tous ces camarades qui n'ont qu'un tort, vouloir défendre les droits des salariés, retraités, privés d'emploi et jeunes!

Alors, rappelons à tous ceux qui veulent détruire ces droits qu'ils nous retrouveront face à eux!

Alors, pour terminer, chères et chers camarades,

**Ensemble,
Uni.es,
Déterminé.es,
Mobilisons-nous massivement
pour construire un monde de paix,
Un monde de solidarité,
Où les salariés auront
des salaires décents,
Des retraites décentes,
Des services publics de qualité
et de proximité,
Et crions ensemble haut et fort
« non aux politiques d'austérité! »**

Je vous remercie.





Fin de la mandature 2018-2023 du CESER d'Occitanie.

6 années au cours desquelles les conseillers CGT ont tenu toute leur place et leur rôle. En tout, ce sont 23 camarades (8 femmes et 8 hommes, ainsi que les différents remplacements en cours de mandat) à qui je souhaite rendre hommage et remercier pour leur engagement pour que la CGT puisse avoir un vrai rayonnement au sein de cette instance.

Certain(e)s quittent ou ont quitté le mandat, d'autres le continuent et, enfin, d'autres arrivent pour la nouvelle mandature. L'arrêté préfectoral constatant désignation des membres du CESER est daté du 29 décembre 2023.

Un grand merci donc (par ordre alphabétique) à : Ludovic ARBERET, Patrick AUZENDE, Gilles BIRBES, Christine CARLESSO, Michel CHERIF, Michel COLOM, Guillaume COURSIN, Stéphane DEDIEU, Chantal GRIN, Marie-Hélène LACOSTE-FERRAN, Agnès LARRIBAU, Sabine MASERATI, Jean-Jacques MINANA, Vanessa NY, Benjamin ORDON, Florian PASCUAL, Laura PIBOU, Martine PEDULLA, Francisco POLICARPO, Sandrine PRAX, Thomas PORTES, Xavier PETRACHI, Jean-François TORTAJADA.

Le Comité régional a validé la nouvelle délégation qui comportera 15 camarades (8 femmes et 7 hommes). Il est intéressant de noter que les Unions départementales

d'Occitanie avaient mis à disposition 19 candidatures, issues de l'Aude, de l'Ariège, du Gard, de Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, de l'Hérault, du Lot, de Lozère, des Pyrénées orientales et du Tarn.

Le seul point faible de cette délégation est qu'il n'y a aucun camarade du privé.

Elle sera composée de : Ludovic ARBERET, Christine CARLESSO, Lionel CLEMENT, Julien DEBRUSSE, Stéphane DEDIEU, Chantal GRIN, Agnès LARRIBAU, Nicolas MALET, Myriam MARTIN, Sabine MASERATI, Jean-Jacques MINANA, Rachele NOIROT, Vanessa NY, Florian PASCUAL et Martine PEDULLA.

Merci à celles et ceux qui ont accepté de renouveler leurs mandats et bienvenu aux nouveaux !



Fin de la mandature 2018-2023 du CESER d'Occitanie. ...suite...

Le Comité régional a également validé Vanessa NY comme animatrice du groupe CGT au CESER, succédant à Xavier PETRACHI dans cette tâche. Merci à Vanessa d'avoir accepté ce rôle et un grand merci à Xavier pour avoir conduit le groupe sur l'ensemble de la mandature passée.

Le 12 décembre 2023, le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional d'Occitanie (CESER) tenait sa dernière plénière de la mandature, à l'hôtel de région, à

TOULOUSE. 4 avis ont été rendus ce jour-là, ainsi qu'un vote sur le règlement intérieur et un rapport d'étape sur le plan eau ont eu lieu.

Xavier PETRACHI, animateur du groupe CGT au CESER Occitanie nous livre son compte rendu.

Lionel PASTRE



De gauche à droite : Xavier PETRACHI - Marie-Hélène LACOSTE-FERRAN - Ludovic ARBERET - Chantal GRIN - Sabine MASERATI - Sandrine PRAX - Stéphane DEDIEU - Vanessa NY - Laura PIBOU
Lors de la plénière d'installation du CESER Occitanie 2018-2023, le 31 janvier 2018, à l'Hôtel de Région de Toulouse.



CESER : compte rendu de la plénière du 12 décembre 2023

Présent pour la CGT :

Ludo, Chantal, Agnès, Sabine, Marie-Hélène, Florian, Michel CH, Christine, Vanessa, Patrick, Martine, Michel CO, Xavier.

Absents avec pouvoir :

Stéphane, Jean-Jacques, Sandrine

Ordre du jour de la plénière :

- Avis sur le BP;
- Avis sur l'engagement de la jeunesse;
- Avis sur la formation tout au long de la vie;
- Vote sur le Règlement Interieur;
- Avis sur l'agence régionale ARIS;
- Rapport d'étape sur le plan eau.

Intervention du président du CESER :

Retour sur la mandature qui a traversé la crise COVID.

Création de l'Arc méditerranée, avec comme 1^{er} vice-président Jean-Louis CHAUZY, pour 2 ans: mise en place d'un observatoire de la pollution plastique en Méditerranée.

Evolution et perspective de l'aéroport Toulouse-Blagnac suite à la concertation organisée par la préfecture de région.

Avis sur le BP,

3 marqueurs importants de la région : la cohésion territoriale avec 4 départements du littoral les plus pauvres de France, la ressource en eau, l'équilibre démographique.

Aucune corrélation entre la politique économique régionale et les recettes de la région: celles-ci proviennent majoritairement de la TVA et TICPE.

La région n'a plus de marge de manoeuvre sur les recettes de son budget.

Le budget se réduit de 400 millions d'€ pour être porté à 3,5 milliards d'€ avec une dette consolidée qui représente une année de budget,

Avis voté à la majorité, la CGT a voté POUR

Avis sur l'engagement de la jeunesse,

Avis voté à l'unanimité,

Déclaration commune CGT, FSU, Solidaires lue par Chantal GRIN

Avis sur la formation tout au long de la vie,

Avis voté à l'unanimité,

Déclaration commune CGT, FSU, Solidaire lue par Martine PEDULLA

Intervention de la présidente de région, Carole DELGA :

Création d'un comité régional de la laïcité, en rappelant que « le délit de blasphème n'existe pas dans notre république »,

CESER : compte rendu de la plénière du 12 décembre 2023 *...suite...*

« il est possible de concilier économie et écologie », la présidente ne soutient pas la décroissance.

Le budget de la région est tourné vers l'éducation et les mobilités, la région Occitanie est la 1^{re} région pour les investissements/habitants.

Le budget a pour objectif de renforcer l'auto-investissement (500 millions d'€) et diminuer le recours à l'emprunt (maxi 7 ans de capacité de remboursement, bien inférieur au 9 ans en moyenne).

La région doit créer 24 000 emplois/an pour satisfaire à l'évolution de la démographie: 42 000 habitants supplémentaires chaque année, dont 24 000 actifs.

La région souhaite la création d'une autorité sur l'eau placée auprès du préfet de région : il n'y a pas de projet de bassin en Occitanie.

L'Etat pourrait conduire en région Occitanie une expérimentation sur l'eau.

Vote sur le Règlement Intérieur,

Le RI a été voté en bureau du CESER, c'est ce document qui est présenté de nouveau devant la plénière.

Solidaires a porté un vœux concernant la limitation à 2 mandats pour la présidence du CESER et les VP délégués (VP collègue et VP commission) qui a été retiré du vote.

Chaque collègue est invité par le consensus à présenter une liste de 12 membres au bureau à parité: 6 femmes et 6 hommes, idem pour la conférence permanente: 2 femmes et 2 hommes.

Le rapporteur a cependant précisé que la plénière est souveraine, et que si un collègue n'arrive pas au consensus, ce sont les autres collègues qui détermineront le vote au bureau.

La mise en place de la section prospective doit répondre aux articles R4134-18 et 19 du CGCT.

*le RI a été voté à la majorité, 4 vote Contre, 1 abs
le groupe CGT a voté le RI en l'état.*

Avis sur l'agence régionale ARIS,

Xavier PETRACHI était rapporteur de cet avis.

L'avis a été voté à la majorité, et 4 abstentions

Rapport d'étape sur le plan eau

Ce rapport n'était pas soumis au vote, mais nous avons pu faire des déclarations.

**Déclaration commune confédérale on paysanne,
CGT, FSU, Solidaires, conservatoire du littoral,
FNE Occitanie**

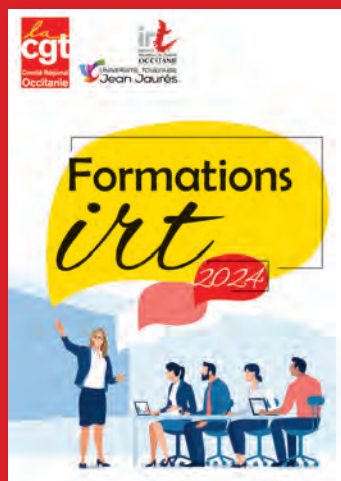
lue par Marie-Hélène LACOSTE FERRAN

CR fait par Xavier PETRACHI,

Animateur groupe CGT CESER Occitanie 2018-2023

Merci de votre confiance,

Bon courage pour la suite de l'aventure ceserienne.



Formation IRT : Bataille idéologique et pouvoir des mots

11 et 12 mars 2024 à Montpellier

Dans la défense des intérêts matériels et moraux des salarié.es, les syndicats de la CGT n'ont pas seulement à unifier le salariat, à formaliser les revendications, à conduire les luttes contre le patronat et les gouvernements libéraux, ils doivent aussi mener la bataille des idées. A ce stade, plusieurs questions se posent. Le langage est-il un outil d'échanges ou un outil au service de la pensée dominante ? Par exemple, à quelle vision du monde renvoie les notions de cotisations sociales ou de charges sociales, de collaborateurs ou

d'exploités ? Comment le capitalisme parvient-il à dévoyer à son profit le sens des mots ? Quel est le pouvoir des mots et quelles articulations y-a-t-il entre pratiques et langage ? Le langage transforme-t-il les pratiques ou est-il le reflet des pratiques ?

Cette session de formation vise à mettre en cause l'apparente légitimité de l'idéologie dominante. Il s'agit de rétablir le sens des mots au service de l'émancipation individuelle et collective.



- Une association de Tourisme de proximité **à votre écoute**
- La mutualisation des activités pour **un Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins : **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **tarifs préférentiels**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.
- Locations, villages vacances : **aux tarifs collectivités**
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **à tarifs réduits**
- Réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**



<https://tlcoccitanie.com>

en Occitanie

Nîmes

Toulouse

Tél. 04 66 67 29 20

Tél. 05 61 29 83 29